

Quelques reflexions qui s'imposent aujourd'hui

" Dans le passé on a souvent prétendu que les manufacturiers canadiens sont incapables de soutenir la concurrence de ceux des autres pays, quand ils ont à faire face à cette concurrence sur les marchés de l'univers, à chances égales et sans faveur. Il faut maintenant abandonner cette prétention, pour la raison qu'aujourd'hui nous exportons pour près de \$14,000,000 valant par année de produits manufacturés. Nous espérons augmenter considérablement ce montant. Nos manufactures, toutes et sans exceptions, sont activement employées. Elles emploient plus de monde qu'il y a cinq ans. Je crois réellement que le prochain recensement constatera une augmentation telle dans le nombre d'ouvriers employés dans les manufactures, que cela étonnera le peuple du Canada." [P. W. Ellis, président de l'Association des manufacturiers du Canada.]

Le réseau de l'Intercolonial comprenait 1142 milles de chemin de fer en exploitation en 1896 et 1314 milles en 1899, OU 172 MILLES DE PLUS EN 1899.

La circulation des trains sur l'Intercolonial a été de 3,842,502 milles en 1896 et de 4,881,695 milles en 1899, OU 1,039,193 MILLES DE PLUS QU'EN 1896.

Dans une de leurs brochures électorales, les conservateurs prétendent que le pétrole se vend aujourd'hui de 5 à 10 centins le gallon plus cher qu'en 1896.

En 1896, sous le régime conservateur, l'huile à graisser, pour les locomotives et les chars de l'Intercolonial, a coûté au pays \$43,323.00.

En 1899, sous le régime libéral, l'huile à graisser, pour les locomotives et les chars de l'Intercolonial, a coûté au pays \$43,241.71, ou \$81.29 de moins qu'en 1896.

Les détails de tout cela se trouvent aux pages 49 du *Rapport du Ministère des Chemins de fer et des Canaux* pour 1896 et 66-7 du même rapport pour 1899.

Les conservateurs sont priés d'expliquer comment il se fait qu'avec l'huile à meilleur marché, 172 milles de chemins de moins à exploiter, 1,039,193 milles de moins dans la circulation des trains, ils ont payé pour l'huile à graisser \$81.29 de plus en 1896 qu'il n'a été dépensé par les libéraux en 1899.

Au taux payé par les conservateurs en 1896, soit 1.127 centin par mille de la circulation des trains, l'huile à graisser aurait coûté en 1899, pour les mêmes fins, \$55,016.70. L'hon. M. Blair n'a payé que \$43,241.71, ou \$11,774.99 de moins, ou une réduction de 27.23 pour 100.

La parole est aux conservateurs qui reprochent à l'hon. M. Blair d'avoir payé l'huile trop cher.

Les conservateurs prétendent que le gouvernement a trop augmenté les dépenses.

C'est en Chambre qu'il aurait fallu protester contre l'augmentation de la dépense, proposer des votes de censure pour l'empêcher.

Or durant les cinq sessions du dernier parlement, pas un seul député conservateur n'a proposé un seul vote pour censurer une seule des dépenses soumises par le gouvernement Laurier à l'approbation de la Chambre des Communes.

Les conservateurs ont tout approuvé, tout voté et ils sont responsables comme les libéraux de l'augmentation des dépenses, si cette augmentation est blâmable.

" Soit que mon parti soit victorieux, soit que l'autre parti revienne victorieux des prochaines élections [1896], je prends la responsabilité de dire que je n'ai pas le moindre doute que la dépense de ce pays augmentera. J'irai plus loin et je dirai que pourvu que la sagesse préside au système d'administration et de dépense, JE DESIRE ET JE DESIRE SINCEREMENT QUE LA DEPENSE AUGMENTE AU LIEU DE DIMINUER. A mesure qu'il grandira, à mesure qu'il se développera avec toutes ses ressources, à mesure qu'il augmentera sa population, certainement que le pays aura besoin et devra avoir besoin pour son gouvernement d'un plus fort montant que quarante millions par année."—[Sir Charles Hibbert Tupper.]

Les conservateurs sont lamentablement pauvres en arguments et en hommes dans la présente campagne.

La faillite qui les attend le 7 Novembre ne paiera pas 10 cents dans la piastre.

Le public de cette province peut juger par lui-même du très petit nombre d'hommes importants qui ont consenti à se porter candidats de l'opposition.

On fait la même observation dans les autres provinces.

Cela prouve que Sir Charles Tupper n'est pas pris au sérieux par ses propres partisans.

LA VITALINE

M. Monk confondu par un vaillant soldat d'Afrique

Lisez Les Deux Lettres.

Nous recommandons à M. Monk et à ses amis, la lecture des deux lettres suivantes:

"Kentville, N.E.,
13 octobre, 1900.

"Au soldat Miller,
Lawrencetown, N.E.

"Cher monsieur,

"Ignorant vos prénoms, j'adresse cette lettre comme ci-dessus. Je crois que vous êtes un de nos braves jeunes gens qui ont combattu pour nous dans le Sud-Africain, et je désire vous écrire au sujet d'une chose que vous devez connaître très bien. Je suis le secrétaire de l'Association conservatrice du comté de King. J'ignore quelles sont vos opinions politiques, mais on me dit que vous donnerez toutes les informations désirables touchant les "rations de marche" fournies par le ministère de la milice. Voulez-vous être assez bon pour m'écrire comment vous avez trouvé la substance alimentaire et ce qu'elle vaut en réalité. Je vous en remercierai beaucoup et je vous demande, en même temps l'autorisation d'utiliser votre lettre pour convaincre les incrédules. Toutefois, si vous avez quelque

objection à ce que votre lettre soit publiée, nous la considérerons comme confidentielle.

"Dans l'espoir que vous pourrez me renseigner à cet égard, je demeure votre tout dévoué.

(Signé) C. A. Tufts."

"Lawrencetown, N. E.
13 octobre, 1900.

"M. C. A. Tufts, Kentville, N.E.

"Cher monsieur,

"J'ai reçu votre lettre de ce jour et j'en ai pris note. Je dirai au sujet des "RATIONS DE MARCHÉ UTILISEES EN AFRIQUE. QUE CET ALIMENT ETAIT DE PREMIERE CLASSE. J'ai eu l'avantage d'employer plusieurs boîtes sur la route, et j'en ai toujours été content.

"Dans l'espoir que cela vous satisfera et tranquilliser la conscience publique, je demeure votre bien dévoué.

(Signé) L. R. Miller."

P. S.—Vous pouvez publier ma lettre si vous le désirez.

L. R. M.

Pile Ou Face.

PROGRAMME DE HUGH JOHN MACDONALD.

"Hugh John Macdonald a la saine politique au sujet de la question des transports: il veut que le gouvernement ait la propriété des chemins de fer, cela étant, un des articles du programme avec lequel il a remporté les élections de Manitoba au mois de décembre 1899."—"Morning Telegram," Winnipeg, 6 octobre 1900).

PROGRAMME DE SIR CHARLES TUPPER.

"J'ai appris avec un grand plaisir que le gouvernement renonce à l'idée de construire ce chemin ("Crow's Nest Pass"), à titre d'entreprise publique. Il est impossible de trouver UN SEUL HOMME INTELLIGENT DANS CETTE CHAMBRE OU AU DEHORS qui soit prêt à défendre une politique de ce genre. Nous avons déjà résolu, pour toujours, SUIVANT MOI et suivant TOUS LES HOMMES INTELLIGENTS, la question de savoir s'il vaut mieux, dans les intérêts du Canada, qu'un chemin de fer soit construit et exploité comme propriété du gouvernement, ou entreprise du gouvernement. Comme je l'ai déjà dit, les gouvernements ne peuvent pas construire des chemins de fer d'une manière économique. Le gouvernement n'est donc pas en position de sauvegarder les intérêts publics ni d'administrer un chemin de fer comme peut le faire une compagnie. Je n'aurais pas ainsi fait perdre le temps du comité à parler de ces choses, si je n'avais pas constaté dans la presse du pays, qu'il se trouve encore actuellement au Canada des gens qui en face des faits que je viens de citer, parlent de l'avantage qu'il y a de construire des chemins de fer par le gouvernement."—(Discours de Sir Charles Tupper à la Chambre des Communes, 18 juin 1897, "Débats," pp. 3927-30.